

*Questions orales*

## LA DÉCLARATION DU SOUS-COMMISSAIRE DE LA GRC

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, je ne parle pas de comptes rendus des médias, mais d'une déclaration que m'a faite aujourd'hui un haut fonctionnaire responsable des opérations de la GRC, le sous-commissaire Jensen. Je lui ai téléphoné pour lui demander de confirmer la nouvelle, et il l'a fait.

Après la période des questions, le vice-premier ministre va-t-il obtenir confirmation de cette déclaration du sous-commissaire et ensuite informer les médias et la Chambre des communes de ce qu'il entend faire pour protéger l'intégrité du gouvernement au cours de l'enquête qui est actuellement en cours, comme le sous-commissaire le lui confirmera.

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, bien entendu je vais suivre ce conseil et m'informer le plus rapidement possible. Je ferai rapport à la Chambre de la façon habituelle. Le député sait qu'il m'est déjà arrivé par le passé de prendre note de questions et de faire rapport à la Chambre. Je ferai la même chose dans ce cas-ci.

\* \* \*

## LA BANQUE DU CANADA

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ÉMETTRE DES DIRECTIVES CONCERNANT LES TAUX D'INTÉRÊT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il a certainement remarqué que les premiers ministres de toutes les régions, sans exception, l'Atlantique, l'Ouest et le Centre, qui ont abordé la question en se rendant à la conférence qui se tient aujourd'hui à Saskatoon ont exprimé le voeu que les taux d'intérêt n'augmentent pas.

La Banque du Canada a annoncé, il y a une heure, une autre augmentation du taux d'escompte. Quand le gouvernement du Canada tiendra-t-il compte de ses responsabilités envers les régions dans cet important domaine et ordonnera-t-il au gouverneur de la Banque du Canada de ne pas faire augmenter les taux d'intérêt?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, le chef du Nouveau parti démocratique admettra, sans doute, que l'inflation est non seulement un problème national, mais un grave problème régional que nous devons résoudre.

● (1425)

Il se rappellera, sans doute, que le pays et les régions ont souffert de la politique d'inflation galopante et de taux d'intérêt élevés du gouvernement précédent. Par exemple, en 1981, le taux d'escompte s'élevait à 21,4 p. 100.

**M. Riis:** Nous sommes différents des libéraux.

**M. Mazankowski:** Du calme, monsieur le leader parlementaire. J'ai quelque chose pour vous aussi. En septembre 1984, il se situait à 12,3 p. 100 et aujourd'hui, il est de 9,8 p. 100.

Ce taux d'intérêt s'accompagnait de taux d'inflation très graves qui réduisaient les revenus des particuliers et nuisaient aux entreprises.

Il importe donc de poursuivre la lutte contre l'inflation. C'est pour cette raison que la Banque du Canada s'est donné pour politique de garder l'équilibre entre le maintien des taux d'intérêt au plus bas niveau possible et l'endiguement de l'inflation.

[Français]

## ON DEMANDE QUELLE EST LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LES TAUX D'INTÉRÊT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais dire au vice-premier ministre que l'inflation n'est pas un problème, sauf dans la région de Toronto. Mais, dans les autres régions du Canada, dans les provinces Maritimes, dans l'Ouest, dans la province de Québec, il n'y a pas de problème d'inflation, mais il y a un problème de chômage.

Pour cette raison, je voudrais bien que le vice-premier ministre explique à la Chambre des communes pourquoi le gouvernement a une politique pour les taux d'intérêt qui décourage l'investissement dans la plupart des régions du Canada?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, le chef du Nouveau parti démocratique, qui prétend parler au nom des Canadiens ordinaires, devrait reconnaître qu'une nouvelle flambée inflationniste toucherait surtout les gens à revenu fixe, les personnes âgées, ceux qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus, les Canadiens ordinaires qu'il prétend représenter. S'il est en train de nous suggérer de ne pas lutter contre l'inflation, qu'il le dise clairement et sans détours.

Le gouvernement et la Banque du Canada essaient d'établir un équilibre afin que les taux d'intérêt restent à un niveau tolérable, mais assez élevé pour ne pas attiser les flammes de l'inflation.

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'INTERVENIR

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le premier ministre de la province d'où vient le vice-premier ministre sera sûrement étonné d'entendre parler des «flames de l'inflation» en Alberta, ou dans le Canada atlantique ou dans la plupart des régions, mais pas que c'est un problème dans le Grand Toronto où l'économie fonctionne à plein régime.

Même à Toronto, le taux d'inflation n'a pas atteint des proportions dangereuses, mais le taux de chômage demeure inacceptable dans la plupart des régions. Si le gouvernement tient vraiment à une croissance économique globale équilibrée, pourquoi ne maintient-il pas les taux d'intérêt à un bas niveau, ce qui serait avantageux pour la plupart des régions du Canada?